

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2015

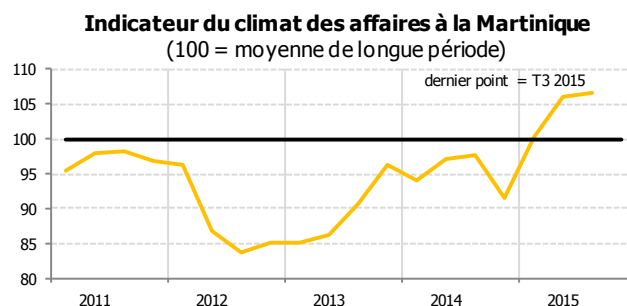
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Le climat des affaires continue de s'améliorer

Au troisième trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse légèrement (+0,6 point), après deux trimestres consécutifs de hausse significative (respectivement +9,0 points et +5,9 points aux premier et deuxième trimestres). Il s'établit désormais à 106,6 points, nettement au-dessus de sa moyenne de longue période.

Les soldes d'opinion du trimestre relatifs à l'activité, à la trésorerie et au prix de vente sont favorablement orientés.

De même, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise pour les douze prochains mois affichent toujours un niveau supérieur à la moyenne de longue période.



Par ailleurs, pour le quatrième trimestre 2015, les anticipations des professionnels sont globalement favorables. Elles font état d'un courant d'affaires propice au redressement des prix, à l'amélioration des délais de paiement et à de nouveaux recrutements. Elles devraient largement contribuer à la poursuite de la hausse de l'ICA d'ici la fin de l'année.

ZONE CARAÏBE : DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE PLUS FAVORABLES

Selon le FMI, le faible prix des matières premières et le renforcement de l'économie américaine laissent entrevoir des perspectives plus favorables pour la majorité des économies de la Caraïbe. Pour les économies dépendantes du tourisme (Bahamas, Barbade, Jamaïque ainsi que plusieurs économies de l'Union monétaire des caraïbes orientales), la croissance est estimée à +2,3 % pour les années 2015 et 2016. Pour les économies exportatrices (Belize, Guyane, Surinam et Trinidad-et-Tobago), la croissance est estimée à +2,0 % en 2015 et à +2,5 % en 2016.

À la **Jamaïque**, le PIB croît entre 1,0 % et 2,0 % à fin septembre 2015, enregistrant un troisième trimestre consécutif de hausse. La croissance est principalement portée par les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ainsi que des industries manufacturières. L'inflation baisse sensiblement : elle s'établit à +1,8 % à fin septembre contre +4,4 % à fin juin (données en glissement annuel).

En **République Dominicaine**, entre janvier et juin 2015, le PIB a progressé de 6,7 % sur un an. Cette évolution est principalement soutenue par les secteurs de la construction, de l'éducation et du commerce. L'inflation cumulée s'établit à +0,6 % entre janvier et juin 2015, inférieure de près de 1 point par rapport à la même période 2014.

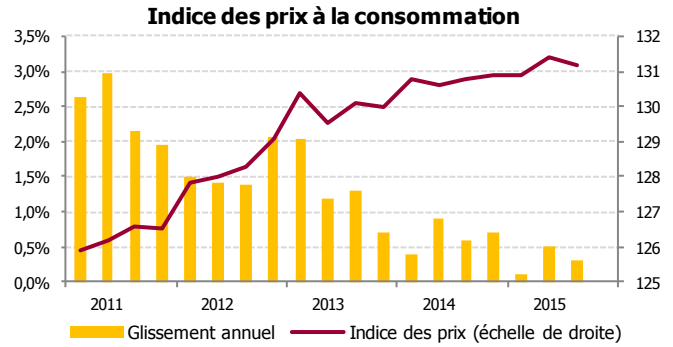
À **Haïti**, à fin septembre 2015, les indices de production de l'industrie, du commerce et de l'énergie enregistrent des hausses respectives de 7,6 %, 7,6 % et 1,4 %. L'indice de production de la construction enregistre en revanche une baisse de 4,4 %. L'indice des prix augmente de 7,0 % en glissement annuel.

Sources : FMI, Banque Centrale de la Jamaïque, Banque Centrale de la République Dominicaine, Institut Haïtien d'Informatique et de Statistique

Les prix se stabilisent

L'indice des prix à la consommation (IPC) est quasi stable au troisième trimestre (-0,1 %), en partie sous l'effet d'un réajustement du prix de l'énergie (-2,0 %) et de la baisse des prix des services (-0,3 %). A l'inverse, les prix des produits manufacturés et de l'alimentation progressent respectivement de 0,3 % et 0,7 %.

Sur un an, les prix à la consommation progressent de 0,3 % au troisième trimestre 2015 après +0,5 % au trimestre précédent. Ce reflux modéré de l'inflation tient au recul sensible des prix de l'énergie (-4,0 %) qui a partiellement compensé le renchérissement des prix des produits alimentaires (+1,4 %) et des services (+1,2 %).

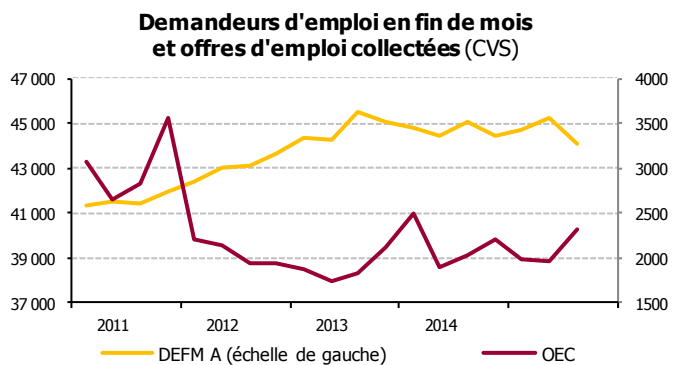


Source : INSEE

Le marché du travail est toujours dégradé

A fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue à 44 090 (soit un repli de -2,5 %, CVS) ; parallèlement, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi affichent une progression sensible (+18,0 %, CVS). Pour autant, au global, la situation ne semble pas s'améliorer significativement puisque le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi s'accroît (+3,3 %, CVS).

Sur un an, la tendance est identique. Les offres d'emploi collectées sont en augmentation (+14,0 %, CVS) et le nombre de demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie A s'inscrit en diminution (-2,3 %, CVS). Toutefois, le nombre d'allocataires de Pôle emploi, toutes catégories confondues, continue d'afficher une hausse significative (+12,8 %, CVS).



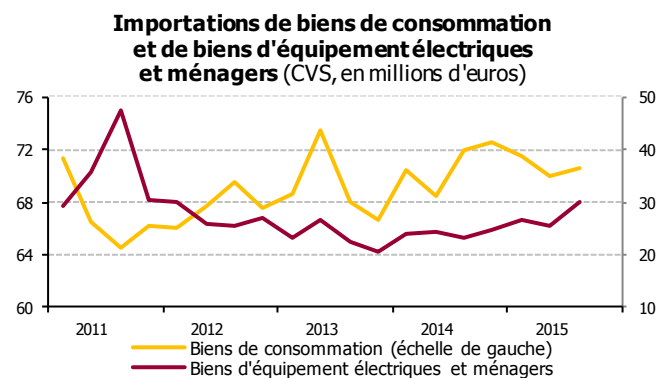
Sources : SMTPE, Pôle emploi, Dares

Consommation des ménages : une reprise timide

Après le repli enregistré au deuxième trimestre, la consommation des ménages semble bénéficier d'un nouveau regain au troisième trimestre. Les professionnels du secteur du commerce font, cependant, état d'un manque de dynamisme de l'activité, alors que la demande apparaît bien orientée.

Le trimestre est caractérisé par une hausse des importations de biens d'équipement électriques et ménagers, et de biens de consommation (respectivement +16,7 % et +0,7 %, CVS) ; le chiffre d'affaires des hypermarchés est stable (+0,1 %, CVS). En revanche, le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs recule (-3,9 %, CVS), tout comme le nombre d'attestations de conformité de logements neufs (-4,9 % CVS).

Sur un an, la tendance est plus contrastée. Seules les importations de biens d'équipement électriques et ménagers sont en nette progression (+28,9 %, CVS), alors que les immatriculations de véhicules de tourisme (-2,6 %, CVS), tout comme les importations de biens de consommation (-2,0 %, CVS) sont en repli. En glissement annuel, c'est le nombre d'attestations de conformité de logements neufs qui enregistre la plus forte baisse (-8,0 %, CVS).



Source : Douanes

Des prévisions d'investissement bien orientées

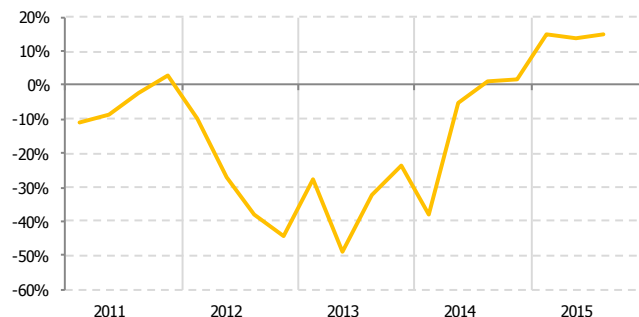
Les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise affichent toujours un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Celles-ci portent pour l'essentiel sur le renouvellement de matériel, ou le maintien de l'outil de production.

Le tourisme et, dans une moindre mesure, les services aux entreprises et les industries agroalimentaires concentrent la plupart des projets de développement d'activité. A l'inverse, pour le commerce et le BTP, les prévisions d'investissement sont plutôt dégradées. S'agissant des autres industries, la tendance à l'amélioration des soldes d'opinion ne permet pas encore d'atteindre la moyenne de longue période.

Les importations de biens d'équipement sont en croissance tant sur le trimestre (+13,2 %, CVS) qu'en glissement annuel (+34,7 %, CVS). Il en est de même pour les immatriculations de véhicules utilitaires (+11,3 %, CVS sur le trimestre et +31,1 %, CVS sur un an).

Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises sont contrastés sur le troisième trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en repli (-1,5 %) alors que les impayés sur effets de commerce progressent en nombre (+24,1 %) malgré une baisse des montants (-17,5 %).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Progression des échanges extérieurs, hors produits pétroliers

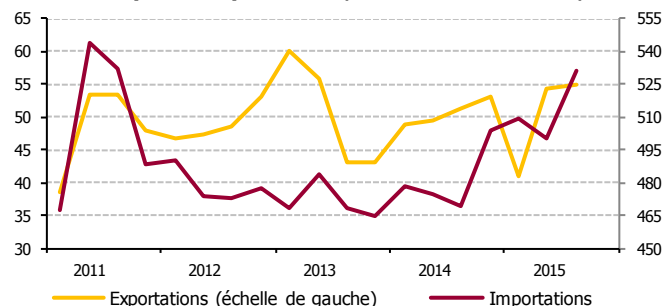
Hors produits pétroliers, les importations sont en hausse (+6,3 %, CVS) sur le trimestre, sous l'effet de la progression des importations de matériels de transports (+21,6 %, CVS), d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (+8,0 %, CVS) et des autres produits industriels (+2,7 %, CVS).

Les exportations, hors produits pétroliers, sont également en croissance sur le trimestre (1,3 % CVS), en lien avec l'évolution des exportations de produits agroalimentaires (+8,7 %, CVS) et, dans une moindre mesure, des produits agricoles (+1,3 %, CVS).

A l'inverse, les échanges extérieurs de produits pétroliers sont en recul tant à l'export (-12,1 %, CVS), qu'à l'import (-28,3 %, CVS). Ils suivent la même tendance sur un an pour les exportations (-34,9 %, CVS) et les importations (-47,4 %, CVS).

L'importance de cette part des échanges liés aux produits pétroliers conduit globalement à une baisse des importations mais aussi des exportations, que ce soit sur le trimestre (respectivement -3,5 % et -6,3 %, CVS) ou sur un an (respectivement -8,8 % et -20,8 %, CVS).

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



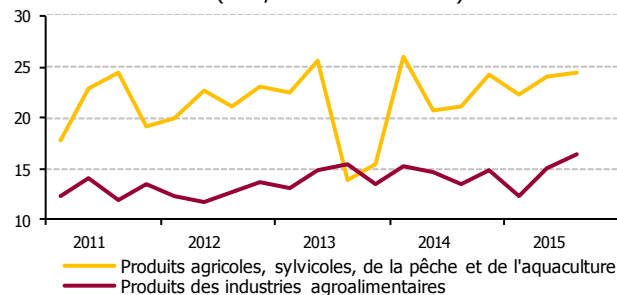
Source : Douanes

UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT MIEUX ORIENTÉE

Selon l'enquête de conjoncture, tous secteurs confondus, l'activité et la trésorerie des entreprises bénéficient d'un courant d'affaires favorable en dépit d'une légère inflexion de leur rythme de croissance. Les prix de vente restent bien orientés et les charges d'exploitation se stabilisent. Parallèlement, les délais de paiement se raccourcissent et les effectifs tendent à se réduire.

Au niveau des secteurs d'activité, la tendance est toutefois plus contrastée : les industries agroalimentaires, le tourisme et les services aux entreprises bénéficient d'une amélioration globale de l'activité, alors que celle du BTP et du commerce tend à se stabiliser. Enfin, le secteur industriel ne parvient pas à restaurer son courant d'affaires.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Dans le secteur **primaire**, l'activité s'améliore. Les abattages de viande (hors volailles) augmentent (+3,1 %, CVS). De même, les exportations de produits agricoles sont bien orientées (+1,5 %, CVS), en particulier celles dédiées à la banane (+15,1 %, CVS).

Dans l'**agroalimentaire**, les exportations sont en hausse (+8,6 %, CVS). Selon les professionnels, l'activité devrait se stabiliser dans les prochains mois.

L'activité du **tourisme**, bien qu'encore fragile, semble mieux orientée : les prévisions d'investissement sont encore dégradées, mais la trésorerie et les charges d'exploitation s'améliorent. Pour sa part, le trafic de passagers à l'aéroport affiche une hausse (+1,5 %, CVS). La situation de l'hôtellerie demeure difficile : à fin septembre 2015, le taux d'occupation est en repli (48,1 %, soit une baisse de 3,4 points par rapport au précédent trimestre, CVS), tout comme le nombre de nuitées (-13,9 %, CVS).

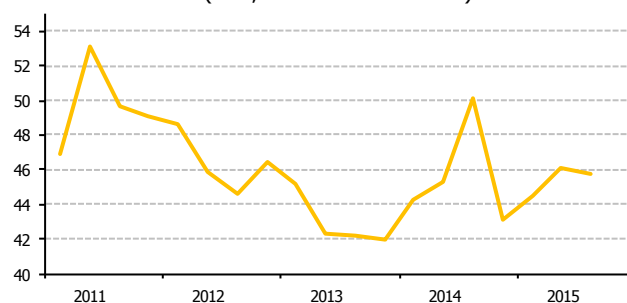
Les dirigeants des **services aux entreprises** font état d'une amélioration de leur activité. Les soldes de gestion (charges, trésorerie et délais de paiement) se situent au-dessus de la moyenne de longue période, malgré un carnet de commandes qui peine encore à se remplir.

Le **BTP** se maintient. Les ventes de ciment évoluent peu, en global, sur le trimestre (-0,9 %, CVS). Dans le détail, les ventes en vrac (généralement destinées aux grands chantiers), sont en progression (+1,4 %, CVS), alors que les ventes en sacs (plutôt destinées à la construction privée) sont stables (-0,1 %, CVS). La conjoncture semble plus favorable au segment des travaux publics qu'à celui du bâtiment, comme le confirme la baisse du nombre d'attestations de conformité de logements neufs.

Dans le **commerce**, l'activité se redresse légèrement, en lien avec l'amélioration observée de la consommation des ménages. Toutefois, les commerçants doivent faire face à des soldes de gestion dégradés (charges, trésorerie et délais de paiement).

Dans le secteur **industriel**, l'amélioration intervenue au deuxième trimestre ne s'est pas poursuivie. Tous les soldes d'opinion sont dégradés, notamment en termes d'activité et de trésorerie.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire à +3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et +1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2 % en 2014 à +1,2 % en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'INSEE du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA